

intellectuels réfugiés afin de leur permettre ainsi de se fonder dans la vie normale de leur pays d'adoption. Le deuxième nouveau projet, fondé sur des propositions de l'Autriche et de la Belgique, invitait les Etats membres à émettre des timbres avec surcharge au profit du Fonds de reconstruction de l'UNESCO.

La principale suppression opérée dans le programme de reconstruction visait la résolution adoptée à Mexico, touchant la possibilité de créer une Caisse de prêts internationale à des fins de reconstruction dans le domaine de l'enseignement, des sciences et de la culture. On a pensé à Beyrouth que les pays nécessiteux pourraient maintenant obtenir, par des voies plus directes, des secours pécuniaires aux fins de leurs projets de reconstruction.

### Education

La deuxième session de la Conférence générale avait chargé le Directeur général de coordonner l'activité de l'UNESCO dans les trois domaines de l'éducation de base, de la culture générale et de l'éducation pour la compréhension internationale. On a donné suite à cette directive en 1948 en désignant M. Clarence E. Beeby (Nouvelle-Zélande) comme chef du service de l'éducation avec titre de Directeur général adjoint.

Le programme d'éducation de l'UNESCO à l'égard de 1949 comporte nombre de projets déjà lancés mais appuie surtout sur le rôle de plus en plus grand que doit jouer l'UNESCO comme centre de documentation et d'échange plutôt que sur des projets particuliers. Ce changement d'attitude a eu pour effet de réduire le nombre de stages d'études à tenir l'an prochain et de restreindre les obligations de l'UNESCO à l'égard de projets d'essai en matière d'éducation de base. De fait, le programme par le Directeur général n'envisageait la tenue d'aucun stage d'études en 1949 sous les auspices de l'UNESCO; ce n'est que sur les instances de diverses délégations, dont celle du Canada, qu'on en a inscrit un au programme de 1949 et deux à celui de 1950. On s'est aussi entendu pour aider à la tenue d'un stage d'études en Amérique latine en 1949. Au cours de la discussion sur la ligne de conduite à tenir à l'égard des stages d'études, on a approuvé une proposition belge, portant qu'un des stages d'études à tenir en 1950 s'occupe de la revision des manuels scolaires, en particulier des manuels d'histoire. Le Directeur général a signalé à la Conférence, au sujet des missions à buts éducatifs envoyées dans les Etats membres qui en font la demande, que la Hongrie, l'Afghanistan et les Philippines ont été les premiers à formuler semblable demande.

La Conférence a adopté une proposition des Etats-Unis tendant à charger le Directeur général de favoriser l'étude du rôle joué par le syndicalisme ouvrier dans l'avancement de la civilisation. On a adopté une résolution analogue touchant la participation du travail à l'activité de l'UNESCO en ce qui concerne l'éducation des adultes. On a chargé le Directeur général de faire participer à la Conférence internationale projetée sur l'éducation des adultes les travailleurs industriels et agricoles. La Conférence générale a accepté l'invitation du Danemark de tenir sa réunion sur son territoire en 1949.